

**Zeitschrift:** Revue historique vaudoise  
**Herausgeber:** Société vaudoise d'histoire et d'archéologie  
**Band:** 8 (1900)  
**Heft:** 6

**Artikel:** La salle des séances des états de Vaud  
**Autor:** E.M.  
**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-9891>

#### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

#### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

#### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

**Download PDF:** 09.02.2026

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

en laquelle ils sont de present et choses en dépendantes, selon les Edicts qui en sont estez jusques à ce jourd'huy publiez, sans qu'ils soient déboutez et empeschez en l'exercice d'icelle. Et ne seront pour ceste cause reprins, molestez, persecutez ni vexez en aucune magnière, soit en corps ou en biens, par nous, noz officiers, ministres ni aultres. Ains si aulcung desplaisir leur estoit faict pour ladite Religion, ou autre cause indheue, nous en ferons faire punition comme vray Prince de justice, et comme faisons à nos aultrès subiects sans y faire différence. Et affin que les subiects puissent continuer à l'exercice de leur dite Religion, avons, à l'instance des dits seigneurs de Berne, accordé, et accordons que les ministres et Diacres, nécessaires audit exercice de religion, seront entretenuz audit Païs, sans que leur soit fait desplaisir ni oultraige, avec telles et semblables pensions, qu'ilz ont heu par cy-devant, et encores de present. »

Enfin, le 22 octobre 1564, on parvint à rédiger l'instrument du Traité qui devait être signé le 30 du même mois à Lausanne, tandis que la peste sévissait dans cette ville.

(*A suivre*).

J. CART.

---

## LA SALLE DES SÉANCES DES ÉTATS DE VAUD

M. I. Joly, ancien conseiller d'Etat, à Moudon, a consacré beaucoup de temps à étudier les manuaux des anciens Conseils de cette ville, et il fait part quelquefois aux lecteurs de l'*Eveil*, un journal local, du résultat de ses recherches. Dernièrement par exemple, dans un long article, il a recherché quelle était, au commencement du XVI<sup>e</sup> siècle, la résidence exacte des autorités moudonnoises et des Etats de Vaud.

Chacun sait qu'il existe dans la rue du Château — qu'on appelait autrefois « la Corde », — un bâtiment dont le porche

a de tout temps été considéré comme présentant le plus haut intérêt au point de vue archéologique et qu'on appelle communément la *Maison des Etats*.

« Je crois avoir dit publiquement et écrit quelque part, annonce M. Joly, que, sans aucun doute, cette maison présente encore extérieurement des marques visibles qui la recommandent aux amateurs d'histoire comme ayant eu un caractère officiel au temps où le Pays de Vaud était sous la suzeraineté des Comtes et Ducs de Savoie, mais que l'intérieur était trop exigu pour avoir fourni une salle suffisamment vaste et capable de contenir une assemblée telle que devait être celle des Etats du Pays de Vaud.

» J'admettais toutefois que ce bâtiment devait avoir servi de résidence à un dignitaire quelconque de la maison de Savoie, bailli, vidame ou châtelain, peut-être une chancellerie, et qu'à ce titre il méritait toute notre considération.

» Je crois être encore dans le vrai, jusqu'à preuve du contraire. Mais où je me suis trompé, et au sujet de quoi je dois faire *mea culpa*, c'est lorsque j'ai ajouté que l'Assemblée des Etats devait avoir lieu dans l'ancienne Maison de ville qui est actuellement l'Hôtel de la Poste. »

Les personnes qui se souviennent encore de cette ancienne Maison de ville, deviennent rares. Elle a subi en effet une transformation assez complète dans la première moitié de notre siècle et une de ses salles ornée de fresques avait été considérée par M. Joly comme ayant pu servir de lieu de réunion pour les Etats. Malheureusement, il s'est aperçu en lisant les registres des anciens conseils, que cette construction n'avait été édifiée qu'en 1555, c'est-à-dire environ vingt ans après la conquête bernoise. Il y avait sans doute auparavant et à la même place, une construction de quelque importance mais qui était utilisée comme hôtellerie.

L'étude des manuaux a appris à M. Joly qu'avant la construction de la « Maison de ville neuve », les Conseils de Moudon se réunissaient dans le bâtiment de l'Hôpital de St-Jean de Jérusalem. Cette construction existe encore, quoique complètement transformée et déchue de son ancienne importance et splendeur. Elle se trouve dans la rue du

Mauborget, à côté de l'Hôtel du Pont et contient principalement des salles d'école.

L'Hôpital de St-Jean renfermait entre autres les locaux suivants :

La *Magna Aula*, grande salle pour les assemblées annuelles de la généralité des nobles et bourgeois de la bonne ville de Moudon. Elle était, paraît-il, assez richement meublée de stalles, bancs sculptés, etc., et renfermait d'immenses armoires.

Une *Stupha*, pièce un peu plus petite que la précédente et où avaient lieu les séances du Conseil restreint et enfin une *Camera* de modestes dimensions pouvant servir de bureau.

Si à ces locaux on ajoute l'hôpital proprement dit, les dortoirs pour les pauvres voyageurs, les cellules pour les religieux, etc., on voit que l'édifice tout entier avait une grande importance et était en outre le centre administratif et politique de la bonne ville de Moudon.

Les Etats de Vaud ne se réunissant qu'une fois par année, il n'était pas nécessaire d'affecter à leurs séances un bâtiment spécial et la ville dans laquelle ils s'assemblaient devait tout naturellement être chargée de leur fournir un local suffisant et spacieux.

« La conséquence évidente et en quelque sorte forcée qui découle de ces prémisses, dit M. Joly, est que la ville de Moudon fournissait aux Etats... une salle convenable. Cette salle ne pouvait être autre que celle de l'Hôpital de St-Jean de Jérusalem, la *Magna Aula*, dont les manuaux font mention ».

M. Joly est arrivé à cette conclusion par l'étude attentive des registres des Conseils pour la période de 1500 à 1536. Ceux-ci renferment un certain nombre d'indications précises et utiles au sujet des Etats de Vaud, leur convocation, etc. Une de ces mentions confirme en particulier la supposition

toute naturelle émise ci-dessus et en vertu de laquelle les députés des trois Etats se réunissaient dans la *Magna Aula* de l'Hôpital de St-Jean de Jérusalem. Quel que soit donc l'intérêt historique et archéologique de la Maison des Etats de la rue du Château, il faut en conséquence renoncer définitivement à y chercher le lieu de réunion du premier parlement de la Patrie de Vaud.

E. M.

---

## CHATELAINS D'ORON-LA-VILLE

POUR L'ABBAYE DE SAINT-MAURICE

L'abbaye de St-Maurice a possédé jusqu'en 1675 des droits féodaux importants à Oron-la-Ville, Crespillaux, Vuibroye et Auboranges, derniers débris de la donation qui lui fut faite par Sigismond, roi de Bourgogne, en l'an 516. La plus grosse part de cette donation formait la baronnie d'Oron, propriété d'abord des sires d'Oron, jadis avoués de l'abbaye, et plus tard de la famille de Gruyère et de LL. EE. de Berne.

L'abbaye de St-Maurice remettait à fief sa seigneurie au chanoine sacristain qui était considéré comme seigneur d'Oron-la-Ville, de Crespillaux, de Vuibroye et d'Auboranges. Celui-ci nommait sa Cour de Justice, composée en 1555, d'un châtelain, d'un mayor, d'un mestral et de neuf jurés. Les offices de châtelain et de mayor étaient remis en abergement ou en amodiation. Les appellations de cette cour étaient portées devant la Cour de Justice du château d'Oron qui siégeait sur le pont-levis.

Honorable et Egrège *Bernard Dôges*, d'Oron-la-Ville, était châtelain en 1555.

Aussitôt après la prise de possession en 1557 des seigneuries d'Oron et de Palézieux, LL. EE. de Berne firent sentir